

SOCIAL. À Toulouse, les papetiers continuent à se battre pour leur usine.

LES JOB Y CROIENT ENCORE

L'usine papetière toulousaine Job est en liquidation judiciaire. Les lettres de licenciement arriveront bientôt. Pourtant, les 163 salariés, à la recherche d'un repreneur, croient à la pérennité de l'activité. Reportage.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE.

Les salariés de Job ne baissent pas les bras, même confrontés aujourd'hui à une situation des plus critiques. Leur lutte pugnace, depuis juillet, a permis de repousser les échéances fatidiques pour cette usine papetière toulousaine en liquidation judiciaire. Les deux mois à venir vont être décisifs.

L'entreprise Job, qui produit du papier de luxe, le « couché classique », a moins été victime des lois du marché que de l'indélicatesse de ses propriétaires successifs. Sans oublier les escroqueries d'un administrateur judiciaire qui, aujourd'hui, dort en prison. Les 163 salariés de Job cherchent depuis plusieurs mois un repreneur pour leur usine. Des contacts avaient été établis avec le géant canadien Tempec, nouveau propriétaire d'une usine de pâte à papier à Saint-Gaudens. Des dirigeants de Tempec étaient même venus sur place. Sans suite tangible. Cependant, cette recherche d'un repreneur, désormais urgente, ne peut échoir aux seuls salariés et à leurs représentants syndicaux: l'industrie papetière est une industrie lourde, le marché papetier est mondial. Aussi les Job font directement



Manifestation des salariés de l'usine Job à Toulouse en août dernier.

appel à l'État, beaucoup plus en mesure de prospecter à l'échelle planétaire et de trouver un nouveau propriétaire.

Tout au long du mois de février, les Job ont donc interpellé le gouvernement. Lors du sommet franco-britannique de Cahors, ils ont obtenu un entretien avec une collaboratrice de Lionel Jospin. Quelques jours plus tard, ils arrachaient un rapide rendez-vous avec le premier ministre lui-même, de passage à Balma, en banlieue toulousaine. Puis, le lundi 26 février, Laurent Fabius rendait une très courte visite aux Job. Il est rare qu'un ministre de l'Économie et des Finances s'arrête, même

quelques minutes, dans une entreprise en liquidation judiciaire, où le personnel est en lutte. Laurent Fabius a affirmé que le gouvernement s'efforçait de trouver un repreneur.

Le lendemain, une délégation syndicale, accompagnée par des représentants de plusieurs listes candidates aux municipales à Toulouse, était reçue à Bercy pour rencontrer les chefs de cabinet ou collaborateurs des ministres des Finances, du Budget, de l'Industrie et de l'Emploi. Ces démarches, pour l'instant, n'ont pas vraiment mis les Job sur la piste du providentiel repreneur. Rien n'est sorti du chapeau. Le gouvernement

a lancé un appel d'offres auprès d'une vingtaine d'entreprises. Elles n'ont pas toutes répondu. Les ministères concernés ont promis de les relancer.

En revanche, la rencontre de Bercy a permis de faire avancer le plan social. L'État s'est engagé à hauteur de 25 millions de francs. Les représentants syndicaux réclamaient la possibilité d'un départ à la retraite à cinquante-quatre ans. Refus de Bercy, qui a néanmoins proposé un congé de conversion de dix mois pour la trentaine de salariés entre cinquante-quatre et cinquante-six ans. La mise en place d'un plan social, pas encore bien défini, n'est

en rien contradictoire avec la quête d'un repreneur. On se dit même qu'une entreprise papetière pourrait être alléchée par cette usine Job où le plan social a déjà été financé par l'État.

Dernière action en date: vendredi soir, juste avant le meeting de la gauche plurielle, les représentants des salariés ont de nouveau rencontré Lionel Jospin. Dans son discours, le premier ministre s'est d'ailleurs exprimé sur cette lutte: « Je comprends la mobilisation des travailleurs de Job. Le gouvernement les aidera soit à trouver un repreneur, soit à atténuer les conséquences de l'indélicatesse d'un

patron. » Robert Hue, secrétaire national du PCF, a lui aussi évoqué « la menace qui pèse sur les salariés de Job et que nous soutenons dans leur lutte ».

Le 7 mars, les salariés de l'usine toulousaine recevront leur lettre de licenciement. Cela n'arrêtera pas leur combat. La FILPAC-CGT a choisi de tenir sa commission exécutive, les 7 et 8 mars, dans les locaux mêmes de l'usine Job. Et le 15 mars aura lieu une journée pour l'emploi: manifestation, débats, concerts « Job pour tous »... Trois mille personnes sont attendues. Les Job y croient encore.

BRUNO VINCENS